

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA CULTURE  
ET DE LA COMMUNICATION

---

A R R E T E n° MH.CLT.IMM. **037**

portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint Pierre de RAUZAN (Gironde)

**Le Ministre de la Culture et de la Communication,**

VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

VU la loi N° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés ;

VU le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

VU le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du Ministre de la Culture et de la Communication ;

VU le décret n°99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

VU l'arrêté en date du 26 février 2001 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité de l'église Saint Pierre de RAUZAN (Gironde) ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en sa séance du 7 décembre 2000 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 16 septembre 2002 ;

VU la délibération du 6 avril 1998 du conseil municipal de la commune de RAUZAN (Gironde), propriétaire, portant adhésion au classement ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint Pierre de RAUZAN (Gironde) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son portail du début du XIIIe siècle et des nombreux détails de son architecture ;

### A R R E T E

**Article 1 :** Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Pierre de RAUZAN,(Gironde) située sur la parcelle n°124, d'une contenance de 6 a, figurant au cadastre section ZE et appartenant à la commune de RAUZAN ( Gironde, n° SIREN 213 303 506) depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

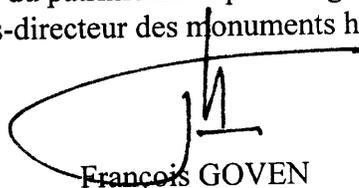
**Article 2 :** Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 26 février 2001.

**Article 3 :** Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Article 4 :** Il sera notifié au Secrétaire Général de la Préfecture de Gironde, au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 1 SEP. 2003

Pour le Ministre et par délégation  
Pour le Directeur de l'architecture  
et du patrimoine et par délégation  
Le Sous-directeur des monuments historiques



François GOVEN